

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le 30 mai 2024

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 24 - 274

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur



COVED

3, rue des Prés de Lyon
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 mai 2024 dans l'établissement COVED implanté 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur place suite au signalement d'un incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED
- 3, rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

La zone de stockage des déchets dangereux conditionnés a été détruite, la zone de stockage de déchets en cuves a été impactée (une partie des cuves dans la zone de flux thermique et toiture métallique en partie déformée).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite suite à un incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'est rendue sur site suite à un signalement du SDIS (3h00) et de l'exploitant (9h27), concernant un incendie survenu dans la nuit du 7 au 8 mai 2024, situé sur le site de COVED à LA CHAPELLE-SAINT-LUC.

Sur place, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la survenue de l'incident.

L'exploitant déclare que l'incident a eu lieu dans le stockage déchets dangereux conditionnés, probablement à cause de batteries qui se sont auto-inflammées (ce point sera explicité dans le rapport d'incident de l'exploitant attendu par l'inspection).

Il est à signaler plusieurs explosions ont eu lieu (bomes aérosols) ainsi que la présence de poudre d'écacétylène réagissant avec l'eau non indiquées aux secours à leur arrivée.

L'exploitant n'a transmis un état stock des déchets dangereux que le 13 mai 2024.

Lors de la visite, il a pu être constaté que la végétation à l'arrière du site était proche (environ 5 m) de la zone de stockage de déchets dangereux conditionnés. Celle-ci a par ailleurs été légèrement brunie par l'effet thermique, sans toutefois prendre feu.

A l'issue de la réunion de crise à chaud les premières mesures ont été actées avec l'exploitant pour éviter un sur-accident, une pollution et connaître les impacts des retombées atmosphériques.

L'exploitant dispose de ses propres moyens pour stocker les eaux d'extinctions et s'est engagé à les faire traiter dans un exutoire autorisé.

Aussi l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de rappeler à l'exploitant :

- l'obligation de tenir à disposition de l'inspection et des services de secours en toute circonstance un état des stocks des matières et déchets présents sur le site ainsi que les fiches de sécurité correspondantes,
- la nécessité de réduire le risque à la source en effectuant un entretien régulier de la végétation,
- de disposer en permanence des coordonnées de sociétés susceptibles d'être mobilisées pour des mesures dans le milieu naturel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement, article R512-69	/	Aucune
2	Stockage de matières dangereuses	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 50 stocks de matières dangereuses	/	Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'accident ne fait pas état de grave dysfonctionnement de l'installation, toutefois, l'exploitant a tardé à communiquer un état de stock des matières dangereuses ce qui n'a pas permis rapidement de connaître les potentiels impacts sur les riverains et l'environnement.

Ce point fait l'objet d'une proposition de lettre de suite préfectorale.

Un arrêté de mesures d'urgences est également proposé pour encadrer les suites du sinistre ainsi que les modalités d'exploitation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69
Thème(s) : Situation administrative, Incidents
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à la préfète et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour à la préfète ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a informé par téléphone l'inspection des installations classées le 8 mai à 9h27 et a confirmé par courriel le même jour.</p> <p>Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis une fiche-incident (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) qui écrit les événements, les sources et les mesures prises qui n'appellent pas d'observations particulières.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser des prélèvements de retombées atmosphériques le 10 mai 2024, les résultats seront communiqués à l'inspection dès réception par l'exploitant.</p> <p>Les eaux d'extinction seront analysées afin de connaître le centre de traitement agréé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Aucune

N° 2 : Stockage de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 – article 50 – stocks de matières dangereuses
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition de la préfète, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Lors de la visite de l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas fourni un état stock des matières dangereuses stockées au moment du sinistre ni les Fiches de Sécurité (FDS) des déchets et produits concernés. Cet état a été communiqué à l'inspection le 13 mai 2024, soit 5 jours après l'incendie, alors qu'il avait confirmé pouvoir communiquer l'état des stocks dès la fin de la réunion du 8 mai 2024. L'absence de ces éléments et informations ne permet pas en situation de crise de connaître et d'évaluer les risques encourus par les riverains ni pour l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale